

Distr. générale
3 avril 2012
Français
Original: anglais

**Groupe d'experts sur la protection
contre le trafic de biens culturels**

Vienne, 27-29 juin 2012

Ordre du jour provisoire et annotations

1. Questions d'organisation:
 - a) Ouverture de la réunion;
 - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Dispositions visant à renforcer les mesures de prévention du crime et de justice pénale pour protéger les biens culturels, eu égard en particulier à leur trafic:
 - a) Principes directeurs sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels;
 - b) Examen du Traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples.
3. Examen des propositions concrètes pour l'application des recommandations formulées par le groupe d'experts sur la protection contre le trafic de biens culturels à sa première réunion, en 2009, compte dûment tenu des aspects liés à l'incrimination et à la coopération internationale, y compris l'entraide judiciaire.
4. Questions diverses.
5. Adoption du rapport.

Annotations

1. Questions d'organisation

a) Ouverture de la réunion

La réunion du groupe d'experts sur la protection contre le trafic de biens culturels s'ouvrira le mercredi 27 juin 2012, à 10 heures.



b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

L'ordre du jour provisoire de la réunion a été établi conformément à la résolution 2011/42 du Conseil économique et social en date du 28 juillet 2011, intitulée "Renforcement des mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à protéger les biens culturels, eu égard en particulier à leur trafic".

Dans cette résolution, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale d'accueillir favorablement la décision qu'il avait prise dans sa résolution 2010/19 de convoquer au moins une réunion supplémentaire du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur la protection de biens culturels contre le trafic établi dans le cadre de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, et a encouragé les États Membres et les autres donateurs à appuyer la tenue de cette réunion du groupe d'experts, et à présenter à la Commission, à sa vingt-deuxième session, des propositions concrètes pour l'application, selon qu'il conviendrait, des recommandations formulées par le groupe d'experts à sa réunion tenue à Vienne en novembre 2009, en tenant dûment compte des aspects liés à l'incrimination, à la coopération internationale et à l'entraide judiciaire.

Toujours dans sa résolution 2011/42, compte tenu de la recommandation formulée par le groupe d'experts sur la protection contre le trafic de biens culturels à sa première réunion, le Conseil a recommandé à l'Assemblée de prier l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), dans le cadre de son mandat et en coopération étroite avec d'autres organisations compétentes, d'étudier la possibilité d'élaborer des principes directeurs spécifiques sur les mesures de prévention du crime relatives au trafic de biens culturels.

Le Conseil a également recommandé à l'Assemblée d'inviter les États Membres à continuer de présenter des observations sur le Traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples, afin d'aider le Secrétariat à préparer une analyse et un rapport pour présentation à la prochaine réunion du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur la protection de biens culturels contre le trafic.

2. Dispositions visant à renforcer les mesures de prévention du crime et de justice pénale pour protéger les biens culturels, eu égard en particulier à leur trafic**a) Principes directeurs sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels**

Dans sa résolution 2011/42, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale de prier l'UNODC, dans le cadre de son mandat et agissant en consultation avec les États Membres et en coopération étroite, le cas échéant, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et d'autres organisations internationales compétentes d'étudier plus avant la possibilité d'élaborer des principes directeurs spécifiques sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels, y compris le critère de diligence raisonnable à appliquer avant d'acquérir un objet culturel.

Une réunion informelle de groupe d'experts s'est tenue à Vienne, du 21 au 23 novembre 2011, afin d'élaborer des principes directeurs sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels. Des

représentants de l'UNESCO, de l'Institut international pour l'unification du droit privé et d'INTERPOL, ainsi que 20 experts venus à titre individuel, ont assisté à cette réunion. Ils ont apporté leur contribution active à l'élaboration des principes directeurs, ceux-ci devant jouer le rôle d'outil d'assistance technique destiné à aider les États membres à lutter contre le trafic de biens culturels.

Les principes directeurs sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels sont à la disposition du groupe d'experts pour examen et peuvent être consultés sur le site Web de l'UNODC.

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à protéger les biens culturels, eu égard en particulier à leur trafic (E/CN.15/2012/15)

b) Examen du Traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples

Dans sa résolution 2011/42, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'inviter les États Membres à continuer de présenter par écrit des observations sur le Traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples, y compris leurs vues sur son utilité potentielle et les améliorations qu'il faudrait éventuellement envisager d'y apporter, le plus tôt possible afin d'aider le Secrétariat à préparer une analyse et un rapport pour présentation à la prochaine réunion du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur la protection contre le trafic de biens culturels, ainsi qu'à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa vingt-deuxième session. À cet égard, en mars 2012, le Secrétariat a adressé aux États Membres une note verbale, à laquelle était jointe le Traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples, afin de les inviter à exprimer leurs vues sur l'utilité potentielle du Traité et à suggérer d'éventuelles améliorations à y apporter. Les réponses reçues des États Membres ont constitué la base du rapport présenté au groupe d'experts.

Documentation

Rapport sur l'utilité potentielle du Traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples, et sur les éventuelles améliorations à y apporter (UNODC/CCPCJ/EG.1/2012/2)

3. Examen des propositions concrètes pour l'application des recommandations formulées par le groupe d'experts sur la protection contre le trafic de biens culturels à sa première réunion, en 2009, compte dûment tenu des aspects liés à l'incrimination et à la coopération internationale, y compris l'entraide judiciaire

Conformément à la résolution 2008/23 du Conseil économique et social, le groupe d'experts, à sa première réunion tenue à Vienne en novembre 2009, a adopté les recommandations pertinentes concernant la protection des biens culturels contre le trafic, y compris les moyens de rendre plus efficace le Traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des

peuples, pour présentation à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa dix-huitième session.

À sa première réunion, le groupe d'experts a adopté, pour ses délibérations et pour la présentation de son rapport et de ses recommandations, les domaines thématiques suivants:

- a) Instruments internationaux en vigueur et mécanismes propres à leur application, y compris leur évaluation dans l'optique de la prévention du crime;
- b) Mesures préventives;
- c) Incrimination;
- d) Coopération internationale;
- e) Sensibilisation, renforcement des capacités et assistance technique;
- f) Autres aspects, notamment l'utilisation des nouvelles technologies.

Ces recommandations figurent dans le rapport du groupe d'experts sur sa première réunion (UNODC/CCPCJ/EG.1/2009/2), qui a été présenté à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa dix-neuvième session.

Le groupe d'experts sera saisi des recommandations qui l'aideront à mener ses délibérations et à adopter des propositions concrètes pour l'application, selon qu'il conviendra, desdites recommandations, compte dûment tenu des aspects liés à l'incrimination, à la coopération internationale et à l'entraide judiciaire, aux fins de présentation à la Commission à sa vingt-deuxième session, comme le prévoit la résolution 2011/42 du Conseil économique et social.

Documentation

Document de travail sur les propositions concrètes pour l'application des recommandations formulées par le groupe d'experts sur la protection contre le trafic de biens culturels à sa première réunion, en 2009 (UNODC/CCPCJ/EG.1/2012/3)

Rapport de la réunion du groupe d'experts sur la protection contre le trafic de biens culturels (UNODC/CCPCJ/EG.1/2009/2)

4. Questions diverses

5. Adoption du rapport

Le groupe d'experts devrait adopter le rapport de sa réunion le 29 juin 2012.

Annexe

Projet d'organisation des travaux

<i>Date et heure</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre ou description</i>
Mercredi 27 juin		
10 heures-13 heures	1 a)	Ouverture de la réunion
	1 b)	Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
	2	Dispositions visant à renforcer les mesures de prévention du crime et de justice pénale pour protéger les biens culturels, eu égard en particulier à leur trafic
	2 a)	Principes directeurs sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels
15 heures-18 heures	2 a)	Principes directeurs sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels (<i>suite</i>)
	2 b)	Examen du Traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples
Jeudi 28 juin		
10 heures-13 heures	2 b)	Examen du Traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples (<i>suite</i>)
15 heures-18 heures	3	Examen des propositions concrètes pour l'application des recommandations formulées par le groupe d'experts sur la protection contre le trafic de biens culturels à sa première réunion, en 2009, compte dûment tenu des aspects liés à l'incrimination et à la coopération internationale, y compris l'entraide judiciaire
Vendredi 29 juin		
10 heures-13 heures	3	Examen des propositions concrètes pour l'application des recommandations formulées par le groupe d'experts sur la protection contre le trafic de biens culturels à sa première réunion, en 2009, compte dûment tenu des aspects liés à l'incrimination et à la coopération internationale, y compris l'entraide judiciaire (<i>suite</i>)
15 heures-18 heures	4	Questions diverses
	5	Adoption du rapport